

## VIII

### ARMEE ET DIPLOMATIE REVOLUTIONNAIRES

Les anarchistes se proclament volontiers réfractaires et antimilitaristes. Trop de gens croient que cette attitude se motive par la résignation ou l'abdication de soi. L'exemple des Makhnovistes d'Ukraine qui luttèrent héroïquement pendant trois années pour maintenir leur indépendance, celui des libertaires magyars qui s'enrôlèrent dans les milices révolutionnaires pour protéger la Commune des attaques de l'Entente prouvent avec clarté que les anarchistes sont, eux aussi, prêts à combattre et à mourir pour leur idéal.

Les milices furent recrutées volontairement dans les Syndicats et le Parti communiste. On ne pouvait être admis dans leurs rangs que sur la proposition des hommes de confiance de ces organes. Les engagés recevaient une solde en plus de la nourriture et de leur équipement.

Avec les prisonniers de guerre et les déserteurs de l'escorte du représentant des Alliés à Budapest, le lieutenant-colonel Vyx, on forma un corps d'année international qui combattit ensuite les Franco-Roumains. Des Sénégalais y voisinèrent avec des Russes ; des Tchèques avec des Italiens.

Malheureusement, en mai 1919, au moment de l'offensive de l'Entente, sur l'initiative des éléments social-démocrates, on décréta la mobilisation générale. Avec les erreurs diplomatiques de Kun, cette décision fut la cause principale de la chute du régime. Certes, les effectifs militaires atteignirent une force numérique considérable. Mais les milices furent alors composées de petits bourgeois, de démocrates enclins à trahir; les officiers réactionnaires se virent appelés sous un drapeau qu'ils haïssaient. Ils se rendirent avec leurs régiments dès qu'ils occupèrent les tranchées.

Les centuries syndicales, composées de volontaires communistes, anarchistes, ou galiléens, emportées par leur enthousiasme, participèrent à toutes les manœuvres d'importance, tentèrent les entreprises périlleuses, repoussèrent Roumains, Tchèques et Français. Elles se virent rapidement épuisées. Les troupes de réserve n'étaient pas sûres. Les ouvriers armuriers partis au front furent remplacés dans leurs usines par des bourgeois mobilisés qui sabotèrent.

L'armée rouge comprit durant la campagne mai-août, huit divisions réparties en cinq corps d'armée. Quarante-vingt mille miliciens, âgés de quinze à soixante ans et cent mille hommes mobilisés au 4 mai la formèrent. On mit à la disposition des combattants cinq cents mitrailleuses, 22 avions, 6 monitors, 20 trains blindés et automitrailleuses.

L'ancien ministre de la Guerre de Karolyi, Guillaume Boehm, devint généralissime de l'armée rouge. On nomma commissaire aux armements, Joseph Pogany. Longtemps, Pogany collabora au « *Nepszava* ». Mécontent de la conduite politique des directeurs de ce journal, il fonda un périodique d'action révolutionnaire, le « *Vilag Konytpar* ». Sous-secrétaire d'Etat durant la République, on le promut président du Conseil des Soldats. Après la chute du régime communiste, il parvint à gagner New-York et maintenant, il est rédacteur au journal bolcheviste hungaro-américain « *Uj Elore* » (En Avant, de nouveau!). Bela Szanto et Bela Vago l'aidèrent en qualité de commissaires-substituts. Au mois de juin, Désiré Bokany, commissaire à la Prévoyance sociale et Eugène Landler, commissaire des Transports partirent au front commander les deux principaux corps d'armée.

Certes, aucun de ces hommes ne comprit le rôle qui leur incombait. Démagogues férus de jacobinisme, ils s'imaginèrent que pour délivrer un pays, il fallait recourir aux mêmes artifices que pour enlever une motion de confiance. Ils prétendirent diriger des armées, de leur cabinet ou de leur état-major, comme on mène une foule amorphe dans un meeting, du haut de la tribune. Ces falots chefs d'armées furent, en réalité, les fossoyeurs de la Commune.

Et voici l'auteur responsable du désastre, le niais qui mimant les diplomates se laissa tourner en ridicule par le

vieux Clemenceau, le lamentable pantin, qui réduisit à néant, par ses bouffonneries, les entreprises économiques et sociales de ses collègues : Bela Kun. En 1905, Kun délaissant l'Université de Kolozsvár entra dans la rédaction du Journal démocrate «*Or*». Puis Il collabora au «*Szabotsag*», de Nagyvarad et au «*Budapesti Naplo*». Tandis qu'il gérait une caisse ouvrière à Kolozsvár où il était retourné, son radicalisme se nuança de marxisme. Au cours des hostilités, caporal au 21<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, il fut saisi par les Russes. Libéré par les révolutionnaires en 1917, il fonda avec Szamuely et un journaliste d'Arad, Andréas Rudnyansky, le groupe communiste hongrois qu'il dota d'un périodique *Vérité Rouge*. Sous le pseudonyme de Docteur Sébesty, en novembre 1918, âgé de 38 ans, il revint en Hongrie, organisa le parti communiste avec les anarchistes, les galiléens et les démobilisés; il lança un quotidien le «*Voros Ujsag*» plus tard journal officiel du régime communiste. Rien, par conséquent, dans son passé, ne prépara Kun à la mission qu'il voulut assumer, durant cinq mois, la direction du Commissariat des Affaires étrangères.

Dès le commencement d'avril, lorsqu'il apparut que les alliés allaient attaquer militairement la Hongrie, les milices volontaires, pensant qu'une situation critique exige l'usage de moyens extraordinaires et le rejet des hypocrisies nationales, réclamèrent de franchir la frontière, d'envahir la Bukovine, et par la haute Bessarabie et la Podolie, de joindre l'armée russe.

Certes, des territoires étrangers auraient été occupés. Mais Ils n'appartenaient plus à personne. Les tchèques et les roumains se disputaient ces contrées à peine quittées par des soldats d'Autriche. En outre, les populations honteusement pressurées par les belligérants espéraient en une libération économique et, prêtes à s'insurger, se seraient volontiers jointes aux magyars. La création d'un bloc hungaro-russe aurait permis à la Russie et à la Hongrie de résister aux assauts réactionnaires et de se ravitailler mutuellement.

Bela Kun refusa catégoriquement de permettre le viol des frontières. Il se contenta d'entrer en pourparlers avec les Ukrainiens, sur les bases suivantes : 1<sup>o</sup> Reconnaissance absolue de l'indépendance et de la souveraineté de la république soviétique d'Ukraine à l'intérieur des frontières ethnographiques, comprenant notamment la Galicie et les autres parties de la Hongrie où la population ukrainienne se trouve en majorité; 2<sup>o</sup> Alliance défensive et offensive entre les républiques communistes, jusqu'à la constitution des Etats Fédérés d'Europe; 3<sup>o</sup> Interdiction aux troupes de l'une ou l'autre république alliée, de stationner sur le territoire de l'autre, sans l'assentiment de cette dernière; 4<sup>o</sup> appui réciproque pour la protection des territoires, la lutte contre les impérialismes et les mouvements réactionnaires. Ces négociations durèrent plus d'un mois.

Durant ce temps, les russes trop écartés de leurs bases se firent battre par les blancs, tandis que les milices magyares, l'arme au pied, attendaient les décisions de l'oracle budapestois.

Soudain, le 8 avril, on apprit que la République des Conseils avait été proclamée à Munich, et que la garde bavaroise occupait les frontières du nouvel état. A Vienne, l'agitation communiste prenait une extension rapide. L'instant approchait où se constituerait le groupe compact des états communistes du Danube, susceptible de contenir victorieusement la poussée des alliés et d'entraîner dans son orbite, les divers états balkaniques. En un jour, l'armée magyare aurait pu gagner Vienne: En une heure, déclara plus tard le président du Conseil autrichien Seitz, les Conseils ouvriers d'Autriche auraient renversé la république démocrate et réalisé l'émancipation complète du prolétariat. La route de Vienne à Munich était ouverte. Rapidement, les révolutionnaires, par Linz, Ried et Simbach, pouvaient opérer leur jonction avec les Bavarois.

Kun dépêcha comme ambassadeurs à Vienne plusieurs de ses amis, parmi lesquels se distinguèrent Alexius Bolgar et Sandor Feny, ancien professeur de sociologie à Clark University de Worcester. Pour ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un état étranger, et ne pas éveiller des susceptibilités de l'Entente, Kun ne consentit jamais à soulever l'Autriche et à s'unir aux Bavarois. Il préféra négocier avec les alliés. Le général Smuts, délégué de l'Afrique du Sud à la Conférence de la Paix, vint en Hongrie. Kun exulta « Depuis l'armistice, s'exclama-t-il, l'Entente n'entama pas de conversation diplomatique avec nous, mais de vulgaires pourparlers d'ordre militaire. Le général Smuts discute avec nous en qualité de diplomate. Ceci prouve que le système prolétarien est reconnu par l'Entente comme le premier pouvoir fermement établi depuis l'effondrement de l'armée impériale ». Smuts partit bientôt à Prague; à Vienne, Bolgar poursuivit les

pourparlers avec le colonel Cuningham.

Mais, le 2 mai, la garde bavaroise vaincue livrait Munich aux réactionnaires. La Hongrie se trouvait isolée. Elle ne devait désormais compter que sur ses propres forces.

L'inaction des milices magyares permit aux bandes roumaines de pénétrer en Transylvanie, le 2 avril; d'occuper, le 22 avril, Kischeno, Nagyszalonta et Debreczen ; d'entrer, le 23 avril, à Matteszalka. Le 24 avril, les Roumains proclamèrent la mobilisation des hospitaliers et ouvriers munitionnaires. Ils marchèrent sur Arad, suivis de l'armée française. Pour briser leur avance, les nazaréens de Transylvanie incitèrent les travailleurs à faire une grève générale dans les centres, à Kolozsvar, Szamos-Ujvar, Zam, etc... Dans cette conjoncture, à Budapest, Kun et son substitut Pierre Agoston, au lieu de se résoudre aux mesures extrême, se répandaient en conversations. Le 25 avril, Franchet d'Esperey donnait à ses soldats, l'ordre de reprendre l'avance suspendue à la suite de la mission Smuts; l'entente par un ultimatum, somma les commissaires du peuple de transmettre leurs pouvoirs à un gouvernement républicain.

Kurt restait optimiste. Il télégraphiait à Balfour et réclamait la venue d'une mission internationale à Budapest pour régler les détails du « statut des entreprises étrangères ».

Le 1er mai, dans les avenues de la capitale, décorées d'arcs triomphaux, parmi les tribunes, les tours d'honneur recouvertes de bandes d'étoffe pourpre, dans le fracas des cuivres, à l'appel des leaders, quatre cent mille personnes défilèrent en cortège, acclamant le nouveau régime. Le 2 mai, on apprit la chute des Conseils bavarois et la prise des rives orientales de la Tisza, par les franco-roumains.

Le 3 mai, le général Marcarescu, commandant l'armée roumaine de Transylvanie, exigea, dans un ultimatum, la démobilisation des milices magyares, la livraison du matériel, des armes et approvisionnements, de 800 locomotives, de 4.000 wagons de voyageurs, et 40.000 wagons de marchandises, de 4 trains blindés. Il réclama de plus, la libération, sans réciprocité, des prisonniers, l'occupation des têtes de pont de la rive droite de la Tisza, l'évacuation des territoires situés entre le fleuve et la Roumanie.

A Budapest, on comprit enfin le danger. Près de deux mois avaient été gaspillés en pourparlers ; il fallut réagir. Le 4 mai, la mobilisation générale fut proclamée. Tout individu ayant reçu une instruction militaire quelconque dut partir pour le front. Une propagande intense s'effectua dans les syndicats, afin d'inciter les ouvriers à s'engager. Les réformés exécutèrent des travaux de fortification. Budapest entra dans la zone des opérations militaires.

Dans la nuit du 5 mai, l'armée rouge s'ébranla. Les centurions syndicales, aidés des matelots, refoulèrent les Roumains de Szolnok à Mezo Tur. Les milices délivrèrent Kisujzallas, Karczag et Püspök Ladânu ; les têtes de pont sur la rive gauche de la Tisza revinrent en leur possession.

Le 24 avril, dénonçant l'armistice de Belgrade, les Tchèques, commandés par le général français Pellé, avancèrent vers Pozsony et Selmeczbanya. Le 11 mai, seulement, les magyars ripostèrent et les envahisseurs s'enfuirent, le 12 mai, en désordre, dans la direction de Fulek et Lovonoz. Le 7 juin, le 28ème régiment d'infanterie tchèque, officiers en tête, se rendit. Le 11 juin, les communistes occupèrent Szerénos, Patnok et Leva et libèrent la Haute-Hongrie. Le 14 juin, ils pénétrèrent en Slovaquie ; le 16 juin, ce pays s'insurgea et proclama la dictature du prolétariat. A Eperies, importante cité sur la rive gauche de la Tarcza, un Conseil de délégués des soviets locaux s'établit.

On nomma Jansonek président du Comité provisoire. Les principaux commissaires de la nouvelle république furent Kovaés, délégué aux Finances, Fenner et Hensik, respectivement chargés des départements de la socialisation et de l'agriculture. Immédiatement, on effectua la réforme agraire. A Prague, les social-démocrates s'emparèrent du pouvoir : V. Tusar devint président du Conseil ; ses amis Antoine Hampt, Léon Vinter, Gustave Habermann, tous favorables au communisme, prirent les portefeuilles du Travail, de l'instruction et de la Prévoyance Sociale. Quatre agrariens siégèrent aux ministères de l'Intérieur, des Postes, de l'Agriculture et des Finances. La situation diplomatique se présentait donc excellente. Les troupes

hongroises soutenues par les milices slovaques, n'avaient plus qu'à marcher vers Kremnica ou Trencin.

Le 17 juin, alors qu'elle atteignait le paroxysme de son élan, l'armée rouge du s'arrêter, sur l'ordre formel de Béla Kun. Dans la nuit du 7 juin, en effet, Clemenceau, par un radiotélégramme, invita les délégués hongrois à participer à la Conférence de la Paix moyennant la cessation des hostilités contre les Tchèques et les Roumains. Kun accepta.

Le 10 juin, Clemenceau enjoignit de nouveau aux magyars d'évacuer les territoires tchèques et slovaques dans un délai de 4 jours à partir du 14 juin. Kun rétorqua que la note n'était parvenue que le 15 juin, et qu'il ne pouvait ordonner l'évacuation dans les délais prévus. Néanmoins, il adressa, le 17 juin, à Masaryk, président de la république tchèque, une dépêche réclamant l'ouverture des négociations. Le gouvernement de Prague se déclara prêt à conclure un traité, pourvu que fussent observées les décisions de Clemenceau.

Le 19 juin, au Congrès des Conseils, Kun affirma « Nous allons conclure une paix dont la durée ne sera guère plus longue que celle de Brest-Litovsk. Nous négocions avec les impérialistes. Pourtant ce n'est pas à nous, mais au prolétariat de Bohême de détruire les clauses de ce pacte. Nous ne devons sous aucun prétexte nous immiscer dans les affaires intérieures de nos voisins, fût-ce pour améliorer notre condition ». Il s'entêtait encore dans sa conception mesquine du respect dû aux états bourgeois.

Tandis que l'aveugle Kun, confiant dans la sincérité de Clemenceau, poursuivait ses tractations, dans la Hongrie occidentale, les alliés embrigadaient de force plusieurs milliers de paysans dans la troupe réactionnaire dont ils confièrent le commandement à l'amiral Horthy, régent actuel du royaume de Hongrie.

Kun craignait la puissance militaire des alliés. Pourtant, les communistes les battirent à chaque rencontre. Les Français, placés toujours en deuxième ligne, représentaient une force numérique ridicule. Les soldats, affaiblis par les fièvres, en proie à la haine non pas de leurs ennemis déclarés, mais de leurs auxiliaires roumains, tchèques et serbes, se trouvaient démoralisés. Les Serbes se révoltaient sans cesse.

Le 29 mars, ils avaient dirigé une flottille de monitors contre Budapest. Les monitors revinrent sérieusement endommagés. Le 22 juillet, à 2 heures de l'après-midi, à Marbourg, les réservistes du 45ème régiment yougoslave se mutinèrent. Ils furent réprimés par des officiers français, après avoir laissé sur le sol 49 morts.

Le 23 juillet, à Varesdin, en Croatie, un régiment de cavalerie, aidé par les ouvriers de la ville, emprisonna ses officiers et déclara la Commune. L'ordre ne parvint à se rétablir qu'après deux journées de combat. A Esseg, en Slavonie, les ouvriers décrétèrent la grève générale et arborèrent le drapeau rouge, à l'arrivée des Français. Les meneurs arrêtés se virent, sans jugement, passés par les armes.

Le 24 juin, le général Pellé, informa Guillaume Boehm que les Tchèques suspendaient les hostilités à la condition que les hongrois repasseraient la frontière slovaque. Kun obtempéra ; la république soviétique de Slovaquie fut renversée, le 29 juin, et les principaux commissaires, pendus. Les Tchèques reprirent l'offensive, et un télégramme officiel de Prague, en date du 27 juin, déclara : « Tandis que le généralissime Pellé adressait un radiotélégramme au commandant en chef des magyars, nos troupes firent de rapides progrès sur la partie occidentale du front ». Alors, découragées, comprenant la stupidité de leurs chefs, lasses de vaincre pour reculer davantage, contaminées par les éléments bourgeois infiltrés dans leurs rangs, les milices rouges se désorganisèrent.

Les ouvriers s'enfuirent dans les villes ; les démocrates se rendirent aux envahisseurs qui les enrégimentèrent sous le drapeau d'Horthy; les paysans seuls poursuivirent la lutte. Jusqu'en août, ils parvinrent à contenir les troupes alliées. Mais celles-ci avaient opéré leur jonction. De Slovaquie, de Transylvanie, de Syrmie, de Slavonie, elles se dirigeaient vers Budapest.

Le 2 août, Béla Kun céda sa place à son substitut. Agoston Haubrich devint commissaire aux armements. Peidl remplaça Garbaï à la présidence du Conseil soviétique. Il était trop tard.

Dans la matinée du 5 août, 30.000 Roumains, conduits par Marcarescu pénétrèrent à Budapest. Le 7 août, les blancs d'Horthy arrêtaient Peidl et les autres commissaires du peuple. Le 10 août, à Csepel, mille ouvriers des centuries syndicales, qui s'étaient rendus, furent massacrés à coups de mitrailleuses.

Béla Kun, auteur de ce désastre, prit le train pour Vienne.